



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
pour l'administration**

**MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**  
**MARCHE DE DEFENSE ET DE SECURITE**  
**MARCHE SENSIBLE**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)**

**Maître de l'ouvrage**

**ETAT - MINISTÈRE DES ARMÉES**

**Objet de la consultation**

**Projet : 23 044**

**(33) Bordeaux – Caserne Carayon Latour – Construction d'un bâtiment de bureaux**

**Marché relatif à l'exécution des missions d'ordonnancement, de pilotage  
et de coordination de chantier (OPC)**

**N° opération : 460315**

**Remise des offres**

**Date et heure limite de réception : 20 mars 2023 à 16 h 00**



## SOMMAIRE

<b>1 ARTICLE I - L'ACHETEUR PUBLIC</b>	<b>3</b>
<b>2 ARTICLE II - OBJET DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
2.1 Objet du marché	3
2.2 Type de marché	3
2.3 Etendue de la consultation – Mode de procédure	3
2.4 Nomenclature	3
2.5 Lieu d'exécution	3
2.6 Durée d'exécution du marché	3
2.7 Prestations supplémentaires et variantes	4
2.8 Dispositions relatives aux études et travaux intéressant la défense	4
<b>3 ARTICLE III – CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ</b>	<b>4</b>
3.1 Modalités essentielles de financement et payement	4
3.1.1 Retenue de garantie	4
3.1.2 Modalités essentielles de financement et de paiement	4
3.2 Modalités particulières liées à la protection du secret	4
3.2.1 Marché sensible	4
3.2.1.1 Enquête administrative sur la personne morale	4
3.2.1.2 Enquête administrative sur les personnes physiques	5
3.2.2 Diffusion restreinte	5
<b>4 ARTICLE IV – CONDITIONS DE PARTICIPATION</b>	<b>6</b>
4.1 Contenu des plis	6
4.2 Modalités d'envoi des plis	7
<b>5 ARTICLE V – JUGEMENT DES OFFRES</b>	<b>9</b>
<b>6 ARTICLE VI – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>9</b>
6.1 Contenu du dossier de consultation	9
6.2 Modifications du dossier de consultation	10
6.3 Délai de validité des offres	10
6.4 Sous-détail du prix d'une réunion	10
6.5 Assistance à la disposition des entreprises sur la PLACE	10
6.6 Visite sur site	11
<b>7 ARTICLE VII - PROCEDURE DE RECOURS</b>	<b>11</b>

**ANNEXE 1 – Sous-détail du prix d'une réunion en phase conception, sous-détail du prix d'une réunion en phase réalisation et sous-détail du prix d'une visite hebdomadaire**

**ANNEXE 2 – Formulaire 94A (contrôle personne morale)**

**ANNEXE 2 bis – Notice formulaire 94A**



## 1 ARTICLE I - L'ACHETEUR PUBLIC

ETAT – Ministère des Armées – Secrétariat Général pour l'Administration - Service d'Infrastructure de la Défense

Adresse postale :

Établissement du Service d'Infrastructure de la défense de Bordeaux – Caserne Nansouty  
223 rue de Bègles - CS 21 152  
33 068 Bordeaux Cedex

Adresse physique :

Établissement du Service d'Infrastructure de la défense de Bordeaux  
9 rue de Cursol  
33 000 Bordeaux

Renseignements d'ordre administratif :

Service achats infrastructure – Bureau Achats – Section Achats PI et contrats innovants  
Mme JAMES MACADRE - N° tél. : 05 57 85 15 76  
mailys.james-macadre@intradef.gouv.fr

Renseignements d'ordre technique :

M. JURY Damien - N° tél : 05 57 85 16 47  
damien.jury@intradef.gouv.fr

## 2 ARTICLE II - OBJET DE LA CONSULTATION

### 2.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination de chantier (OPC) afférente aux phases de conception et réalisation de la démolition d'un ancien hangar (composé d'une structure métallique et maçonnerie) et de la construction d'un bâtiment de bureaux au sein de la caserne Carayon-Latour (33) à Bordeaux.

La durée des travaux est de 20 mois (3 mois de période de préparation et 17 mois de travaux). La description des prestations est indiquée dans le descriptif sommaire en annexe 1 du Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.).

### 2.2 Type de marché

Le marché est un marché de prestations intellectuelles et de défense et sécurité. Il s'agit d'un marché sensible.

### 2.3 Etendue de la consultation – Mode de procédure

Le présent marché est un marché de prestations intellectuelles passé selon la procédure adaptée, en application des articles L2323-1 et R2323-1 à R2323-4 du code de la commande publique.

En cas de groupement, la forme imposée au candidat après l'attribution sera le groupement solidaire.

### 2.4 Nomenclature

CPV principal : 71240000-2 « Services d'architecture, d'ingénierie et de planification ».

Code Groupe de Marchandise (GM) : 36.04.01 « Prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) ».

### 2.5 Lieu d'exécution

La caserne Carayon-Latour est située à Bordeaux (33). Le lieu d'exécution est plus amplement détaillé en annexe 1 du CCP.

### 2.6 Durée d'exécution du marché

Le délai d'exécution est fixé dans l'article 3 de l'acte d'engagement.



## 2.7 Prestations supplémentaires et variantes

Il n'est pas demandé de prestations supplémentaires.

Les variantes ne sont pas autorisées.

## 2.8 Dispositions relatives aux études et travaux intéressant la défense

Le présent dossier intéressant la défense, les candidats auront à en assurer la conservation avec toutes les précautions de confidentialité requises et à le retourner au plus tard à la date fixée pour la remise des offres.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions des articles 1.4, 1.5 et 1.6 du C.C.P. qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait que les études et travaux à exécuter se situent dans une enceinte militaire à l'intérieur de laquelle des précautions particulières sont à prendre en permanence.

# 3 ARTICLE III – CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

## 3.1 Modalités essentielles de financement et paiement

### 3.1.1 Retenue de garantie

Sans objet.

### 3.1.2 Modalités essentielles de financement et de paiement

- Financement du marché : le marché est financé sur le budget de l'État.
- Prix du marché : le marché sera conclu à **prix global et forfaitaire**.
- Unité monétaire : le marché est conclu en euros.
- Mode de règlement : le mode de règlement choisi par le maître d'ouvrage est le virement.
- Règlement des comptes : le C.C.P. du présent marché fixe dans son article 4 le mode d'évaluation des prestations ainsi que le mode de règlement des comptes et le mode de variation des prix.
- Délais de paiement : le délai global de paiement des acomptes et du solde est fixé à 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

## 3.2 Modalités particulières liées à la protection du secret

### 3.2.1 Marché sensible

Conformément aux dispositions de l'instruction ministérielle n°900 sur la protection du secret et des informations diffusion restreinte et sensibles, annexée à l'arrêté du 15 mars 2021, seule une entreprise autorisée à connaître de telles informations peut être autorisée à obtenir ce marché.

Il s'agit de tout contrat, quel que soit son régime juridique ou sa dénomination, à l'exception des contrats de travail, dont l'exécution s'exerce dans des locaux abritant des éléments couverts par le secret de la défense nationale, dans lequel un cocontractant de l'administration, public ou privé, prend des mesures de précaution, y compris dans les contrats de travail de ses employés, tendant à assurer que les conditions d'exécution de la prestation ne mettent pas en cause la sûreté ou les intérêts essentiels de l'État.

La passation d'un contrat sensible ne nécessite ni l'habilitation de l'entreprise, ni celle de son personnel mais justifie plusieurs enquêtes administratives sollicitées par l'officier de sécurité de l'autorité contractante auprès du service enquêteur compétent.

#### 3.2.1.1 Enquête administrative sur la personne morale

Dans le cadre du présent marché SENSIBLE – DIFFUSION RESTREINTE, les sociétés sont soumises à une enquête administrative.

- ☐ Le candidat est déjà habilité (SECRET, TRES SECRET)

Celui-ci doit présenter à l'appui de sa candidature, une attestation d'habilitation valide accompagnée d'une attestation de non changement de la personne morale.



□ Le candidat n'est pas habilité (SECRET, TRES SECRET)

Celui-ci doit présenter à l'appui de sa candidature, pour permettre au service compétent de réaliser une enquête administrative, un dossier d'identification qui comprendra les éléments suivants :

- Un K-BIS (Un extrait du registre du commerce et des sociétés datant de moins de trois mois), pour chaque établissement du groupement le cas échéant.
- Un organigramme fonctionnel et nominatif de chaque établissement du groupement le cas échéant.
- Pouvoirs (si les personnes décisionnaires ne figurent pas sur le K-BIS de l'établissement).

Pour chaque personne décisionnaire de chaque établissement :

- Formulaire 94 A : Demande d'Habilitation en annexe 2 du présent RC – Notice Individuelle de Sécurité (contrôle personne morale, il ne s'agit pas d'une habilitation pour une classification SECRET ou TRES SECRET) (Fiche "DH-NIS" en pièce jointe) en version PDF exploitable ; l'intéressé renseigne les rubriques sans verrouiller le formulaire et enregistre le fichier au format NOM\_P\_JJMMAAAA (NOM : nom complet en majuscule de l'intéressé ; P : 1ère lettre du prénom en majuscule de l'intéressé ; JJ/MM/AAAA : date de naissance de l'intéressé au format spécifié ; séparateurs des caractères par les tirets de la touche 8 du clavier alphanumérique) ;
- Le formulaire (fiche "DH-NIS") renseigné et signé par l'intéressé, en version PDF scanné et dénommé : SCAN\_NOM\_P\_JJMMAAAA.
- La copie d'une pièce d'identité – (Copie Recto-Verso de la carte nationale d'identité, passeport, carte de séjour) de l'intéressé, valide au format d'enregistrement "PI\_NOM\_P\_JJMMAAAA").

Toute candidature ne présentant pas les éléments ci-dessus pourra être rejetée.

### 3.2.1.2 Enquête administrative sur les personnes physiques

Pour l'exécution des prestations relatives à la présente consultation, toutes les personnes amenées à pénétrer sur site feront l'objet d'un contrôle élémentaire. Ce contrôle élémentaire sera effectué au stade de l'attribution du présent marché.

L'enquête de sécurité nécessite le dépôt de Demande de Contrôle Primaire deux (2) mois minimum avant toute demande d'accès au site concerné. En effet, le délai de l'enquête de sécurité est de deux mois minimum.

Le modèle de ces fiches est fourni dans le DCE en annexe 3 du CCP.

L'accès au site ne sera autorisé que sous réserve d'une fiche individuelle de contrôle élémentaire validée.

Même après un retour positif des fiches individuelles de contrôle élémentaire, l'accès dans l'enceinte militaire est subordonné à la réception par le conducteur d'opération d'une demande comme suit :

- pour des interventions d'une durée supérieure à 1 semaine : préavis minimum de 15 jours,
- pour des interventions d'une durée inférieure à une semaine : préavis minimum de 5 jours

### 3.2.2 Diffusion restreinte

Conformément aux dispositions de l'instruction ministérielle n°900 sur la protection du secret et des informations diffusion restreinte et sensibles, annexée à l'arrêté du 15 mars 2021, la mention Diffusion Restreinte indique que l'information ne doit pas être rendue publique et ne doit être communiquée qu'aux personnes ayant besoin de la connaître dans l'exercice de leur fonction ou dans l'accomplissement de leur mission. Cette mention n'est pas un niveau de classification mais une mention de protection. Son objectif principal est de sensibiliser l'utilisateur à la nécessaire discrétion dont il doit faire preuve dans la manipulation des informations couvertes par cette mention.

Les contraintes relatives aux documents en diffusion restreinte sont exposées dans l'annexe 2 du CCP.



#### 4 ARTICLE IV – CONDITIONS DE PARTICIPATION

**La présente consultation n'est pas éligible au dispositif DUME.**

**ATTENTION : Le dépôt papier n'est pas autorisé.**

Le candidat se connecte dans l'espace dédié à la présente consultation sur PLACE, profil d'acheteur à l'adresse suivante : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

##### 4.1 Contenu des plis

<b>Sous-dossier A - éléments relatifs à la candidature</b>		
Situation juridique	DC1 ou autre pouvant s'y substituer.	
	Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager les candidatures ou un extrait K ou Kbis.	
	La copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire.	
Capacités économique et financière	Chiffre d'affaires (HT) des trois derniers exercices ou DC2.	
Capacités technique et professionnelle	Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années ;	
	Présentation d'une liste des prestations exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les prestations les plus importantes. Ces attestations indiquent les coordonnées de la maîtrise d'ouvrage / d'œuvre, le montant, l'époque et le lieu d'exécution.	
	Certificat(s) de qualifications professionnelles : la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats de capacité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.	
Habitations attestations et	Pour le candidat habilité (secret ou très secret) :	-une attestation d'habilitation
		- une attestation de non changement de la personne morale
	Pour le candidat non habilité (secret ou très secret) :	-un dossier d'identification (se référer à l'article 3.2.1.1 du présent RC)
		l'annexe n°2 (formulaire 94A) du présent RC complétée

**Toute candidature incomplète pourra être rejetée.**

<b>Sous-dossier B - éléments relatifs à l'offre</b>
➤ L'acte d'engagement (A.E.), complété daté et signé électroniquement ;
➤ La DPGF, annexe 1 à l'acte d'engagement complétée datée et signée électroniquement ;
➤ La liste des intervenants, annexe 2 à l'acte d'engagement complétée datée et signée électroniquement ;
➤ Les sous détails de prix, annexe 1 au présent RC complétée et signée électroniquement ;

**Toute offre incomplète pourra être rejetée pour irrégularité.**



*NB : En application de l'article L 2341-5 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'exclure de la procédure de la présente consultation, les candidats qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts ou ont été sanctionnées par une résiliation pour faute ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché public antérieur passé par l'établissement du service d'infrastructure de Bordeaux.*

*La décision d'exclusion de la procédure de passation, prise par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article L 2341-5 du code de la commande publique précité, s'exerce nonobstant les mentions figurant, le cas échéant, dans la déclaration sur l'honneur produite en application du 1° de l'article R 2343-3 du code de la commande publique.*

#### 4.2 Modalités d'envoi des plis

En conformité avec l'article R. 2351-6 du code de la commande publique et sans préjudice des dispositions prévues à l'article R.2332-14 du même code relatives à la copie de sauvegarde, les plis sont transmis en une seule fois. Si plusieurs plis sont successivement transmis par un même candidat, seule est ouvert le dernier pli reçu, par voie électronique ou sur support matériel, par le représentant du pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des plis.

### **ENVOI ELECTRONIQUE**

**Les offres seront signées électroniquement dès le dépôt sur la Plateforme des Achats de l'Etat**  
« [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

Les soumissionnaires répondant sous forme dématérialisée devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de la procédure dématérialisée.

Les formats de fichiers informatiques compatibles que la personne publique peut lire sont :

- Les formats « opendocument » ODT, ODF, ODP, ODG (formats supportés par exemple par les suites bureautiques libreoffice ou microsoft office) ;
- Les formats ZIP, RTF, PDF, TXT, JPG, GIF.

Le soumissionnaire est invité à ne pas utiliser :

- Certains formats, notamment les « .exe », les « .bmp » ;
- Certains outils, notamment les « macros ».

Le candidat qui répond par voie électronique a la possibilité de transmettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier dans les délais impartis pour la remise des offres. Cette copie ne sera ouverte que si l'offre transmise par voie électronique n'est pas parvenue au représentant du pouvoir adjudicateur dans les délais de dépôt des offres ou si elle n'a pas pu être ouverte par ce dernier. Le pli scellé doit impérativement et de manière lisible comporter la mention « copie de sauvegarde ».

Les documents du marché transmis par voie électronique, sont signés électroniquement selon les modalités détaillées ci-dessous.

Par application de [l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique](#), le candidat doit respecter les conditions relatives :

- 1) au certificat de signature du signataire,
- 2) à l'outil de signature.

#### **1) Les exigences relatives aux certificats de signature du signataire**

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé (2 étoiles).

#### **1<sup>er</sup> cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"**

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- [www.references.modernisation.gouv.fr](http://www.references.modernisation.gouv.fr)
- [http://ec.europa.eu/information\\_society/policy/esignature/eu\\_legislation/trusted\\_lists/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm)
- <http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats>



Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

## **2ème cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance**

La plateforme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS).

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

### **Justificatifs de conformité à produire**

La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé, le signataire transmet la preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...

Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;

L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

## **2) Outil de signature utilisé pour signer les fichiers**

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

### **Cas 1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État PLACE.**

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

**Cet emploi est à privilégier.**

**Cas 2 :** Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES. **Le format PRISV1 n'est pas accepté.**
- 2) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique **la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant** notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les pré-requis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;
- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

## **RAPPEL GENERAL**

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

### **Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.**

L'attention des candidats est attirée sur la nécessité de disposer d'un environnement informatique suffisant pour être compatible avec certaines fonctions sensibles : signature électronique, chiffrement, téléchargement de fichiers parfois volumineux, durée d'acheminement des plis électroniques.

Le temps d'appropriation de l'application ne peut être invoqué pour justifier un retard dans une opération de remise de réponse sous forme dématérialisée.

La transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Tout pli transmis au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt sera considéré comme hors délais.

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Dans le cas de candidatures groupées conformément aux articles R 2342-12 à R 2342-15 du code de la commande publique, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

**Le candidat n'est pas inscrit sur la Plateforme des Achats de l'Etat « [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) »**

Il trouvera sur le site « [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) » les modalités d'inscription. Ces modalités sont en page d'accueil à la rubrique : « présentation/ inscription. L'inscription est validée dans un délai maximal d'une semaine.

**Le candidat est inscrit sur la Plateforme des Achats de l'Etat et ne dispose pas encore d'un certificat numérique lui permettant de transmettre un pli :**



Voir le paragraphe 1 ci-avant.

**Le candidat est inscrit sur la Plateforme des Achats de l'Etat et dispose d'un certificat numérique lui permettant de transmettre son pli :**

Le candidat dépose son pli (candidature et offre) sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) à la rubrique "marchés et opportunités en cliquant sur le lien "accès à la salle des consultations, puis en sélectionnant la consultation.

Dans tous les cas, il devra faire figurer dans l'offre, l'adresse électronique d'un représentant de l'entreprise pour toutes les correspondances informatives liées à la consultation.

Le certificat numérique permet de signer numériquement tous les documents transmis par voie électronique. Ainsi la signature des documents se fait de manière électronique au moment de l'envoi sur le portail. Il n'est donc pas nécessaire de joindre des documents avec une signature manuscrite numérisée.

L'administration doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus.

## 5 ARTICLE V – JUGEMENT DES OFFRES

Le critère de choix retenu pour le jugement est le suivant :

N° Critère	Désignation
1	<u>Prix des prestations</u>

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :

- **de négocier avec les candidats ayant présenté une offre. Cette négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre et notamment sur son prix.**

**Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.**

- de se faire communiquer les sous détails des prix unitaires ou les décompositions des prix forfaitaires qu'il estimera nécessaires lors de l'examen des offres.

**Le marché ne sera notifié au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans un délai de huit (8) jours, à compter de la date de signature de l'avis de réception postal de la lettre l'informant qu'il est retenu, l'ensemble des certificats et attestation prévus à l'article R 2343-8 du code de la commande publique.**

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

## 6 ARTICLE VI – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

### 6.1 Contenu du dossier de consultation

- L'Acte d'Engagement (A.E),
- La DPGF, annexe 1 à l'acte d'engagement,
- La désignation des intervenants, annexe 2 à l'acte d'engagement,
- Le présent règlement de consultation,
- Sous-détail prix réunion et visites, annexe 1 du règlement de consultation (RC),
- Le formulaire 94A (contrôle personne morale) annexe 2 et sa notice annexe 2 bis du RC,
- Le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.)
- La fiche de présentation de l'opération, annexe 1 au CCP
- La liste des documents en diffusion restreinte et modalités de diffusion, annexe 2 au CCP



- Les fiches Individuelles de Contrôle Primaire (FICP), annexe 3 au CCP
- L'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense, annexe 4 au CCP

## 6.2 Modifications du dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation qui seront adressées (date d'envoi de l'additif modificatif) à tous les candidats ayant retiré le dossier de consultation des entreprises, au plus tard, six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date de remise des offres.

## 6.3 Délai de validité des offres

Le délai pendant lequel les concurrents restent engagés par leurs offres est de **six (6) mois** à compter de la date limite de remise des offres.

## 6.4 Sous-détail du prix d'une réunion

Le sous-détail de prix est exigé pour le jugement des offres ; il n'est pas contractuel.

### **Attention :**

Pour que l'offre soit étudiée :

- la totalité des lignes de la DPGF et des sous détail de prix devra être renseignée ;
- le montant total HT du sous détail de prix devra être égal au prix unitaire :
  - d'une réunion de conception ligne 1.2 de la DPGF ;
  - d'une réunion de chantier/coordination hebdomadaire ligne 2.4 de la DPGF ;
  - d'une visite hebdomadaire ligne 2.5 de la DPGF

## 6.5 Assistance à la disposition des entreprises sur la PLACE

Pour obtenir tous renseignements complémentaires (techniques et autres) qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres une demande dématérialisée via la Plateforme des achats de l'Etat (PLACE) sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Tous les échanges avec le pouvoir adjudicateur se feront obligatoirement via la **Plateforme des achats de l'Etat (PLACE)** sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

### **Le candidat doit s'assurer de sa capacité à remettre son offre**

Les paramètres à prendre en compte par le candidat sont : les capacités techniques de son matériel (tester la configuration de son matériel informatique), le type de raccordement à Internet et le trafic sur le réseau internet qui peuvent considérablement augmenter le délai moyen de téléchargement.

### **Les frais d'accès**

Les frais d'accès au réseau et à l'obtention d'un certificat de signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

### **La boîte aux lettres du candidat (BAL)**

**Attention :** certains serveurs de messagerie présents dans le système informatique des candidats peuvent filtrer des envois venant de la plate-forme PLACE. Les candidats doivent être vigilants sur ce point et vérifier également que les alertes de la plate-forme ne sont pas filtrées par le dispositif anti spam de l'entreprise ou redirigées vers les « courriers indésirables ».

### **Manuel d'utilisation**



Un manuel d'utilisation est disponible sur le site afin de faciliter l'utilisation de la plate-forme. Le soumissionnaire devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponibles sur le site.

### **Difficultés**

En cas de difficultés sur la Plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE), une assistance est mise à la disposition des entreprises au 01.76.64.74.07. Les courriels d'assistance (uniquement en cas d'indisponibilité de l'assistance téléphonique) sont également possibles à l'adresse : [place.support@atexo.com](mailto:place.support@atexo.com)

En cas de difficulté à contacter Atexo, le candidat pourra contacter :

L'acheteur : 05.57.85.15.76

Le référent PLACE de l'ESID : 05.57.85.15.86

### **6.6 Visite sur site**

Sans objet.

## **7 ARTICLE VII - PROCEDURE DE RECOURS**

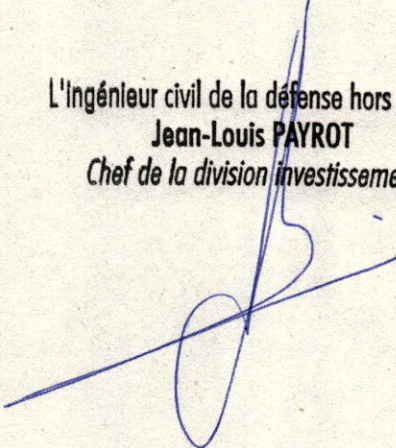
L'instance chargée des procédures de recours est le tribunal administratif de Bordeaux, 9 rue Tastet - 33000 Bordeaux (tél. : 05.56.99.38.00).

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le greffe du tribunal administratif de Bordeaux.

A Bordeaux, le 14/02/23

Le représentant du pouvoir adjudicateur,

L'ingénieur civil de la défense hors classe  
**Jean-Louis PAYROT**  
Chef de la division investissement





l'ingénieur civil de la défense hors classe  
Jean-Louis PAYROT  
Chef de la division investissement